

L'Hôtel-Dieu démembré au scalpel

DES dizaines d'interventions étaient programmées, cet été, dans le service de chirurgie ambulatoire de l'Hôtel-Dieu de Paris. Mais les patients vont devoir patienter. Car, en juin, ce service a été transféré à l'hôpital Cochin. Du coup, il n'y a pas assez de blocs opératoires. Et, comme Cochin donne la priorité à ses propres malades, difficile de passer sur le billard avant 11 heures du matin. Sachant qu'en chirurgie ambulatoire on rentre chez soi le soir même, le patient est prié de reprendre ses esprits au plus vite. Les chirurgiens ont tellement hurlé que la direction de l'Assistance publique (AP) jure qu'en septembre le problème sera réglé.

C'est ainsi que, morceau par morceau, comme à la découpe, l'Hôtel-Dieu, avec ses 230 000 consultations de spécialistes et ses 30 000 hospitalisations par an, est en voie de démantèlement. Dans six mois, le service de chirurgie thoracique sera transféré à Cochin. La pneumologie, elle aussi, est condamnée à l'émigration. Mais les bâtiments que ces deux services doivent investir sont toujours occupés. Et amantés, pour faire bon poids.

Services ambulants

Dans l'attente de locaux, les pneumologues SDF se sont réfugiés à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Mais pour dix-huit mois seulement. Car les armées ont besoin de récupérer leurs

mètres carrés. Coût estimé de cette transplantation provisoire : entre 600 000 et 800 000 euros.

Service phare de l'Hôtel-Dieu, celui d'ophtalmologie, qui accueille 28 000 urgences par an et traite 40 % des pathologies de l'œil de toute l'Assistance publique, est, lui aussi, transféré vers Cochin. Il devrait prendre ses quartiers dans un nouveau bâtiment en 2015. L'idée lumineuse de l'AP est d'utiliser le service rentable de l'Hôtel-Dieu pour renflouer celui de Cochin, qui vivote. Mais la réussite de cette fusion exigerait d'engager 30 millions de travaux. Or il n'y a pas un sou pour le nouveau site. « Regrouper est une bonne

idée, mais pourquoi ne pas le faire chez nous, où il y a cinq blocs ? » s'étrangle un praticien en passe d'être exilé.

Le labo de toxicologie, lui, est déjà parti à Cochin, mais son déménagement est une catastrophe pour les urgences médico-judiciaires, un service unique à Paris, qui reçoit les victimes de bagarres, les drogués ramenés par la police, les chauffards ivres. Près de 43 000 dossiers chaque année ! Les résultats d'une analyse d'urine parvenaient en une heure ? Il en faut désormais quatre. Le délai des gardes à vue s'allonge d'autant. Flics et magistrats sont en rogne, et la chef de ser-

vice, écoeurée, a démissionné.

Quant aux urgences, 41 000 passages par an, elles sont également en danger. Interrogée par « Le Canard », la direction assure qu'elles font l'« objet d'une réflexion sur la pertinence de [leur] maintien ». Le 2 juin, un incident a donné une idée de ce que pourrait entraîner leur fermeture. Dans la soirée, une panne informatique a bloqué le service pendant quatre heures. Cela a suffi pour déstabiliser tout le secteur. Les secours ont foncé à l'hôpital Lariboisière, où ils ont été priés d'aller se faire voir ailleurs, pour cause de saturation.

Combien de temps encore l'Hôtel-Dieu pourra-t-il survivre ? Pressenti pour abriter le nouveau Palais de Justice de Paris, l'établissement avait finalement sauvé sa peau et ses malades. La maire du IV^e, Dominique Bertinotti, était de la mobilisation. Aujourd'hui, elle est ministre de la Famille...

Dans un récent rapport sur les fusions hospitalières – devenues la marque de fabrique de l'Assistance publique –, l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) mettait en garde contre ces rapprochements, souvent ratés, qui doivent « rester rares ». Le rapport se concluait même par cette prière : le ministère de la Santé doit « clarifier son discours sur les finalités des restructurations hospitalières ».

Il serait temps.

Brigitte Rossigneux

DE RICHES PATIENTS À L'ASSISTANCE PUBLIQUE

LE PRINCE
ABDALLAH MOHAMED
OFFRE DIX CHAMEAUX À
L'HÔPITAL SI ON L'OPÈRE
AVANT TOUT LE MONDE...

